

Unité départementale du Loiret  
3 rue du Carbone  
45200 Orléans

Orléans, le 08/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRANDT France**

18, rue du 11 octobre  
BP 105  
45140 ST JEAN DE LA RUELLÉ

Références : GB n°226 / 2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2022 dans l'établissement BRANDT France, implanté 18, rue du 11 octobre, BP 105, 45140 ST JEAN DE LA RUELLÉ. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANDT France
- 18, rue du 11 octobre BP 105 45140 ST JEAN DE LA RUELLÉ
- Code AIOT dans GUN : 0010000942
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société BRANDT fabrique des appareils électroménagers de cuisson des marques BRANDT, DE DIETRICH, SAUTER et VEDETTE.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- La gestion des risques accidentels y compris liés aux produits chimiques ;
- Le tableau de description des baignoires de traitements ;
- Les installations de traitement de surfaces ;
- Suites de la précédente inspection du 13 octobre 2020.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Origine des approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 4.1.1
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.3
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1
Systèmes de détection et extinction automatiques (peintures et colles)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
Systèmes de détection automatique (traitement de surface)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Travaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21
Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.6.3
Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13

- **Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Réalisation et équipement du forage	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 4.1.3.2.2
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.
Cuves et chaînes de traitement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > II.
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
Rétentions, régulation thermique et épuration.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53
Consommation spécifique.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55 > II.
Vérification des dispositifs de protection	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.5.2
Transmission des résultats de l'auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 9.3.2.2

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Origine des approvisionnement en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )
Réseau public	SAINT-JEAN-de-la-RUELLE	2 500
Nappe phréatique	Forage interne FAGOR BRANDT	32 000

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

*Point 3 2020 : Dépassement de la consommation maximale autorisée sur le réseau d'eau potable public.*

**Constats : non-conforme. Dépassement de la consommation maximale autorisée sur le réseau d'eau potable.**

**Observations :** Indication le 1er avril 2022 de la remise en service du forage en début novembre 2021.

Le forage alimente la ligne de traitement de surface et la réserve d'eau du sprinklage.  
L'eau de ville alimente les sanitaire et l'eau alimentaire du site.

Depuis la remise en service du forage, un problème de moussage est apparu sur une ligne de traitement de surface. L'exploitant procède à des tests afin de déterminer l'origine du problème (alimentation de cette ligne avec de l'eau de ville durant la période de test).

**Les réseaux du site ayant été modifiés, l'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux et en transmettre une version à l'inspection.**

Transmission le 6 avril 2022 d'un porter-à-connaissance relatif à la remise en service du forage avec l'ensemble des éléments justificatifs ainsi qu'un explicatifs des tests en cours suite au problème survenu sur une des lignes de traitement de surfaces.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...].  <i>Point 6 2020 : Les installations électriques ne sont pas [...] entretenues conformément aux normes en vigueur. L'exploitant transmettra le plan d'action de résorption des écarts.</i>
<b>Constats : non-conforme. Absence d'entretien des installations électriques. De plus, l'ensemble des installations électriques n'a pas été vérifié.</b>
<b>Observations :</b> Transmission le 21 mars 2022 des rapports de contrôles, réalisés par la société APAVE, suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport de vérification et Q18 bâtiment SPX réalisés du 30 août au 1er octobre 2021;</li><li>- Rapport de vérification et Q18 bâtiment Composants réalisés du 4 au 9 juin 2021;</li><li>- Rapport de vérification et Q18 bâtiment Montage réalisés du 1er au 4 juin 2021.</li></ul> <p>Les Q18 des bâtiments composants et montage ne comportent pas d'écart et indiquent que les installations électriques de ces bâtiment ne peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>Le Q18 du bâtiment SPX comporte 5 non-conformités et indique que les installations électriques peuvent être à l'origine d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>Les certificats Q18 indiquent que des vérifications partielles ont été effectuées.</p> <p>Les rapports de vérifications indique 109 anomalies pour le bâtiment SPX, 49 pour le bâtiment composants et 34 pour le bâtiment montage.</p> <p>Transmission le 7 avril 2022 du tableau de suivi des non-conformités des installations électriques.</p> <p>Les 5 non-conformités indiquées dans le rapport Q18 relatif au bâtiment SPX ont été levées.</p> <p>Sur les 49 anomalies du bâtiment "Composants", les 4 de niveau 1 ont été soldées. Les 10 anomalies de niveau 2 et les 35 de niveau 3 n'ont pas été soldées.</p> <p>Sur les 34 anomalies du bâtiment Montage, toutes ont été levées à l'exception d'une anomalie de niveau 2 (Fixation non satisfaisante d'une Fardeleuse), 2 de niveau 3 (1 identification des circuits et une mise à la terre) et 1 sans niveau (synoptiques de tous les équipements).</p> <p>Sur les 109 anomalies du bâtiment SPX, les 5 mentionnées au Q18 sont soldées, 31 des 32 anomalies de niveau 1 sont soldées (reste une continuité de terre inexistante d'un candélabre), 14 des 25 anomalies de niveau 2 sont soldées et 17 des 48 anomalies de niveau 3 sont soldées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Réalisation et équipement du forage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 4.1.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation et équipement du forage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. [...]  <i>Point susceptible de suite 1 2020: L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée de l'état d'avancement des travaux sur le forage.</i>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé
<b>Observations :</b> Indication le 1er avril 2022 de la remise en service du forage en début novembre 2021.  Transmission le 6 avril 2022 d'un porter-à-connaissance relatif à la remise en service du forage avec l'ensemble des éléments justificatifs ainsi qu'un explicatifs des tests en cours suite au problème survenu sur une des lignes de traitement de surfaces. (Voir point susceptible de suite 1)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Localisation des risques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé
<b>Observations :</b> Transmission le 1 <sup>er</sup> avril 2022 du plan des zones a risques.  Ce plan comprend les lignes de traitements de surfaces, les cabines de peinture et diverses zones ATEX.  Les produits utilisés par le site, au titre du traitement de surface, ne contiennent pas les mentions de dangers mentionnées dans le présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Localisation des risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.  L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.
<b>Constats : non-conforme. Absence de la prise en compte de la machine contenant la colle (mention de dangers H225).</b>
<b>Observations :</b> Transmission le 1 <sup>er</sup> avril 2022 du plan des zones à risques.  Ce plan comprend les lignes de traitements de surfaces, les cabines de peinture et diverses zones ATEX.  Transmission le 6 avril 2022 du plan des réseaux prenant en compte la zone de stockage de la colle (mention de dangers H225). La zone d'utilisation colle n'est pas reprise dans le plan des zones à risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Systèmes de détection et extinction automatiques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques.
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats : non-conforme. Absence de détection incendie dans les zones à risques liées à l'application de peinture ou de colle.</b>
<b>Observations :</b> Les zones concernées par l'article 4.1 de l'arrêté du 12 mai 2020, liées aux activités d'application de peinture ou de colle, sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- les cabines de peinture ;</li><li>- une machine utilisant une colle ayant une mention de dangers H225 ;</li><li>- le local de stockage de la colle.</li></ul> Ces zones ne disposent pas de détection incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Systèmes de détection automatique.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection automatique.
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats : non-conforme. Absence de détection incendie dans les zones à risques liées aux installations de traitements de surfaces.</b>
<b>Observations :</b> Les zones concernées par l'article 11 de l'arrêté du 9 avril 2019, liées aux traitement de surfaces, sont les lignes de traitement en elles-mêmes. Ces zones ne disposent pas de détection incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Nom du point de contrôle : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<p><b>Observations :</b> Le site dispose de deux zones de stockage des produits chimiques, une zone stockant les produits acides, une stockant les produits basiques.</p> <p>Ces deux aires sont constituées d'un sol en béton étanche équipés de zones de rétention enterrées d'un volume unitaire environ 1000 litres. (Présences de rétentions individuelles).</p> <p>Le volume de rétention représente au moins 50% du volume de produits stockés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Cuves et chaînes de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuves et chaînes de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées.  Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Les trois lignes de traitements de surfaces disposent chacune d'une rétention pouvant contenir au moins l'ensemble du volume de l'ensemble des bains (actifs et rinçages) de la ligne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Travaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux.
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li><li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li><li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li><li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats : non-conforme. Absence de justification de la réalisation de la ronde suite à la réalisation de travaux par points chauds.</b>
<b>Observations :</b> Transmission le 1 <sup>er</sup> avril du dernier permis-feu réalisé. Le document comporte l'ensemble des éléments requis à l'exception de la justification de la réalisation de la ronde.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions générales.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.  Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.  Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.  Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Transmission le 23 mars 2022 d'un tableau de description des lignes de traitement de surfaces présentes sur le site.  <b>L'exploitant doit compléter les données suivantes:</b> - So (en m <sup>2</sup> ) = surface frontale des ouvertures du tunnel; - Q (en m <sup>3</sup> /s)= débit total d'aspiration = So x V (Vitesse moyenne dans les ouvertures, déjà présente dans le tableau).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des produits.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.  Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'établissement n'utilise pas de cyanure, de trioxyde de chrome ou des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rétentions, régulation thermique et épuration.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions, régulation thermique et épuration.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p> <p>Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.</p> <p>La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.</p>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<p><b>Observations :</b> En situation accidentelle, le déversement de produits dans les rétentions ne peut altérer une cuve ou une canalisation. Les rétentions, d'un volume de plus de 1000 litres, sont équipées de points bas. Chaque ligne de traitement de surface dispose d'une rétention individuelle. Les produits utilisés sur une même ligne sont du même groupe (soit acide, soit basique).</p> <p>Lors de la visite, absence de liquide dans les rétentions.</p> <p>Les bains disposant d'un dispositif de chauffe sont équipés de sonde de niveau permettant la coupe de la chauffe. Les dispositifs de chauffe sont protégés mécaniquement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consommation spécifique.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consommation spécifique.
<b>Prescription contrôlée :</b> La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, cette consommation spécifique n'excédera pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le calcul de la consommation spécifique est joint au dossier de demande d'enregistrement.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Transmission le 1 <sup>er</sup> avril 2022 du calcul de la consommation spécifique du site.  Au titre de l'année 2021, la consommation spécifique du site est de 9,15 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage. Pour les mois de janvier à mai 2021, la consommation spécifique se situe entre 11,46 et 12,52 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage. En mai, l'exploitant a mis en place un recyclage sur l'eau de rinçage des balancelles permettant ainsi de réduire la consommation d'eau du site. De ce fait, pour les mois de juin à décembre, la consommation spécifiques se situe entre 4,86 et 7,64 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage à l'exception du mois d'août (10,34 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage du au remplacement de l'eau des bains).  Au titre de l'année 2022, la consommation spécifique des mois de janvier à mars se situe entre 6,38 et 7,84 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage.  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué prendre en compte le process de fabrication de l'eau osmosée utilisée pour le lavage des balancelles (utilisation de deux litres d'eau pour fabriquer un litre d'eau osmosée environ).  <b>L'inspection rappelle à l'exploitant que les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé se sont pas à prendre en compte dans le calcul de la consommation spécifique (article 55.I de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>- des robinets d'incendie armés, alimentés par le réseau d'eau de ville ;</li><li>- d'un réseau de sprinklage dans les bâtiments 5 (grosses presses), 10 (laboratoires recherche et développement), 16 (réception montage), 17 (montage cuisinière), 18 (montage hors chaîne et induction), 19 (montage fours) ;</li><li>- d'une réserve d'eau indépendante d'un volume de 472 m<sup>3</sup> ; [...]</li><li>- un réseau d'incendie fixe composé de deux poteaux d'incendie interne à l'établissement.</li></ul> <p>Compte tenu de la plus grande surface non-recoupée (4 561 m<sup>2</sup>), de l'activité exercée (stockage), la défense contre l'incendie est assurée par des hydrants conformes aux normes françaises en vigueur susceptibles de fournir un débit simultané de 450 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar. Cette ressource peut être extérieure à l'établissement.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie.</p>
<b>Constats : non-conforme. Absence de conformité du système d'extinction automatique.</b>
<b>Observations :</b> Transmission le 23 mars 2022 du rapport de vérification: <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs réalisés le 27 octobre 2021 par la société CHUBB. L'ensemble du parc est en bon état de fonctionnement ;</li><li>• des RIA réalisés le 26 novembre 2022 par la société CHUBB. 1 RIA endommagé (n°10). Transmission le 23 mars 2022 du procès verbal du remplacement du RIA n°10 le 1er mars 2022 par la société CHUBB ;</li><li>• des poteaux incendie interne du site réalisés le 20 octobre 2021 par la société CHUBB. Poteau n°1: 72 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar, Poteau n°2: 68 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.</li></ul> <p>Transmission le 6 avril 2022 des débits des poteaux publics situés à proximité du site (donnée issues d'un échange entre Orléans Métropole et l'exploitant. Date des pesées : juin 2021)</p> <p>Poteau n°115: 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar; Poteau n°116: 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar; Poteau n°125: 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar; Poteau n°130: 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar; Poteau n°183: 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.</p> <p>Le site dispose d'un débit cumulé de 720 m<sup>3</sup>/h (en sommant les débits unitaires, les poteaux étant tous sur le même réseau).</p> <p>Transmission le 7 avril 2022 du compte rendu de vérification semestriel du système sprinklage Q1 réalisé le 25 novembre 2021 par la société APAVE.</p> <p>Le rapport comporte les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Remise en conformité trentenaire (Avec risque de mise en échec de l'installation) ;</li><li>- Alarmes diesel (Avec risque de mise en échec de l'installation) ;</li><li>- Rapport provisoire CNPP, réserves en cours de levée (Avec risque de mise en échec de l'installation) ;</li><li>- Source A, débit à 130% du débit nominal non atteint (Avec risque de mise en échec de l'installation) ;</li><li>- Visite partielle, caractéristiques hydrauliques (Avec risque de mise en échec de l'installation) ;</li><li>- Visite partielle des réseaux (Sans risque de mise en échec de l'installation) ;</li><li>- Entretien annuel du diesel à réaliser (Sans risque de mise en échec de l'installation).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Nom du point de contrôle : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li><li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li></ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
<b>Constats : non-conforme. Absence d'entretien des installations de désenfumage.</b>
<p><b>Observations :</b> Transmission le 6 avril 2022 du rapport de contrôle des dispositifs de désenfumage du site réalisé le 22 novembre 2022 par la société ESSEMES Service. Le rapport relève plusieurs points empêchant le bon fonctionnement de certains appareils :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Bâtiment 7, Appareil simple vantail: Vérins faibles à remplacer ;</li><li>- Bâtiment 8, Coffret ouverture seule: CO2 HS à réformer ;</li><li>- Bâtiment 8, Châssis façade: Le coffret étant HS l'ouverture n'a pu être testé.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification des dispositifs de protection contre le risques foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre le risques foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106 En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation. Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3. Jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2012, les équipements des installations existantes, mis en place en application d'une réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100 ». L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Transmission le 6 avril 2022 du rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée le 6 septembre 2021 par la société APAVE.  Le rapport indique la non-conformité suivante: "Le câblage du compteur d'impulsion en aval des parafoudres présente une longueur trop importante". Transmission le 6 avril de planches photographique justifiant de la levée de la non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Transmission des résultats de l'auto surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article Art 9.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission des résultats de l'auto surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les résultats des mesures ci-dessous indiquées : <ul style="list-style-type: none"><li>- mesures comparatives mentionnées à l'article 9.2.1 et concernant les eaux usées industrielles : Point de prélèvement situé entre le bac de décantation et le point de rejet n° 8,</li><li>- mesures portant sur Les eaux usées du restaurant d'entreprise : Point de prélèvement situé après le bac à graisses des eaux usées du restaurant d'entreprise,</li><li>- mesures portant sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (Eaux pluviales toitures etvoiries — eaux de lavage des sols) : Point de prélèvement situé en amont du point de raccordement n°1, font l'objet d'une saisie dans l'application GIDAF.[...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis les données de surveillance des rejets du site sur l'application GIDAF. Le contrôle annuel des eaux usées a été réalisé le 9 mars 2021. Le contrôle annuel au point de rejets n°1 (eaux pluviales) a été réalisé le 17 mai 2021. Concernant le point de rejet des eaux industrielles au point n°8: <ul style="list-style-type: none"><li>- les contrôles mensuels ont été réalisés ;</li><li>- les contrôles journaliers ont été réalisés à l'exception des jours de fermeture du site ;</li><li>- les contrôle hebdomadaires ont été réalisés à l'exception du contrôle du 15 octobre 2021 pour lequel l'annonce de la fermeture du site à été annoncé le 14 octobre.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet